



© VisionDuMonde



L'essentiel

2021-2022

“ ENSEMBLE POUR
LE DROIT À
L'ÉDUCATION ”



QUI

SOMMES-NOUS ?

La Coalition Éducation rassemble vingt-trois organisations de la société civile française: syndicats, associations de solidarité internationale, ONG de défense du droit à l'éducation, organisations d'éducation populaire. Ensemble, nous revendiquons le droit à une éducation inclusive de qualité pour toutes et tous, et notamment pour les plus vulnérables, et affirmons que la solidarité internationale est nécessaire pour mener ce combat.

La Coalition Éducation fonctionne de fait comme une association loi 1901. Elle est portée administrativement et financièrement par une organisation cheffe de file, Action Education¹ depuis 2021 (auparavant Solidarité Laïque entre 2015 et 2020), et pilotée par un comité de pilotage (élu pour 3 ans) composé en 2021 de 9 membres : Action Education, Défi, Le Gref, Humanité & Inclusion, Partage avec les Enfants du Monde, Plan International France, Sgen-CFDT, Snuipp-FSU et Solidarité Laïque. Le collectif s'organise autour de groupes de travail thématiques et est animé par une équipe de coordination composée de deux salariées engagées : Léa Rambaud, Cheffe de projet et Louise Clément, Chargée de projet.



1 ANCIENNEMENT AIDE ET ACTION



EDITO

Sonia Vinolas,

Coordinatrice du Territoire France-Europe, Action Education²
(cheffe de file de la Coalition Éducation)

1,6% : c'est le montant de l'aide humanitaire consacrée par la France à l'éducation en 2021. Ce chiffre, qui a fortement chuté (6,5% en 2020), est difficile à comprendre face à l'ampleur des besoins. En effet, le contexte international - de plus en plus dur au cours des deux dernières années en raison de la pandémie de COVID-19, des poussées migratoires, de la montée des extrêmes et des crises multiples (conflit en Ukraine, catastrophes climatiques, etc.)-, a affecté l'éducation de 222 millions d'enfants et d'adolescent·e·s, soit 3 fois plus qu'en 2016 (75 millions).

Si certains progrès ont été réalisés par l'Etat français, qui a augmenté son aide bilatérale à l'éducation de 17,5% au cours du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, le financement de l'éducation reste largement à la traîne en comparaison des autres pays donateurs. L'éducation de base notamment ne représente que 21,8% de l'Aide Publique au Développement (APD) dédiée à l'éducation en Afrique subsaharienne alors qu'il s'agit d'un enjeu capital pour le développement de ces Etats.

Face à cette situation, la Coalition Éducation a poursuivi son travail, en proposant des analyses au travers de l'Observatoire de l'Aide Française à l'éducation dans les pays en développement, en élaborant des temps de sensibilisation et de plaidoyer (atelier d'échanges avec les parlementaires français sur la politique de coopération éducative de la France) et en produisant des recommandations à l'endroit des pouvoirs publics français, dont certains ont été intégrés, notamment dans la Loi de programmation relative au Développement Solidaire et à la Lutte contre les Inégalités mondiales (LOP-DSLIM).

Début 2022, la Coalition Éducation a entamé un processus interne de réflexion et d'élaboration d'une stratégie de moyen terme, qui doit lui permettre d'affiner son plaidoyer et d'augmenter son impact. Consciente que la qualité de son action dépend également de la connaissance des réalités des pays en voie de développement pour lesquels elle s'investit, elle doit renforcer ses partenariats avec les acteurs de ces pays. Enfin, après une croissance rapide du nombre de ses membres ces dernières années, il est aujourd'hui temps de consolider leur appropriation des enjeux de la Coalition et de travailler à une adhésion toujours plus forte au projet collectif de la Coalition.

Ce rapport retrace les activités menées et les résultats obtenus par la Coalition Éducation en 2021 et début 2022, qui sont le fruit de l'engagement de ses 23 organisations membres et de son équipe salariée.

MILITER AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS

Alerter pour renforcer la qualité de l'éducation dans les pays les plus pauvres, pour les populations les plus vulnérables et encourager la France à allouer les ressources nécessaires.



Entretien avec **Valentina Pomatto**

Responsable du plaidoyer pour le développement inclusif, Humanité et Inclusion

L'éducation a été fortement impactée par la pandémie de Covid-19 et les crises multiples (catastrophes climatiques, crise afghane, conflit ukrainien et autres crises oubliées notamment au Sahel, dans la Corne de l'Afrique et au Yémen). Pourtant les engagements en matière d'éducation en situations d'urgence restent insuffisants. Comment la Coalition Éducation a-t-elle interpellé la France face à ses responsabilités ?

Bien que le financement de l'éducation en situations d'urgence ait augmenté au cours de la dernière décennie, il ne suit pas la croissance rapide des besoins financiers. L'éducation en situations d'urgence est encore trop souvent négligée et peu considérée comme un besoin vital, alors que 222 millions d'enfants et d'adolescent·e·s en situations de crise voient aujourd'hui leur éducation affectée.³

La Coalition Éducation demande à la France - aux côtés de ses partenaires - de réaffirmer l'importance de l'éducation en situations de crise et de veiller à ce qu'elle soit correctement soutenue et financée, y compris via un soutien renforcé au fonds Education Cannot Wait. Cette demande a été portée à travers un plaidoyer continue auprès des pouvoirs publics et plusieurs volets d'action de la Coalition Éducation.

La Coalition Éducation a porté plusieurs amendements sur le volet éducation du projet de loi sur le développement solidaire et la lutte

contre les inégalités mondiale (LOP-DSLIM), dont un appelant à renforcer les effort de la France en faveur de l'éducation en situations de crise et sur le continuum urgence-développement. L'amendement a été repris par plusieurs députés, avec un engagement inscrit dans le texte adopté sur la priorisation de l'éducation en situations de crise. À l'occasion de la Journée internationale de l'éducation (le 24 janvier), en partenariat avec l'Agence française de développement et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, la Coalition Éducation a co-organisé un temps d'échange sur la coopération éducative en situations de crise.

Nous avons également contribué à la mobilisation de la Campagne Mondiale pour l'Éducation sur l'éducation en situations d'urgence, qui a été choisie comme thématique phare pour 2022. La Coalition Éducation a co-organisé un webinar avec la Right to Education Initiative, dans le cadre des rencontres mondiales de Inter-agency Network for Education in Emergencies, sur le droit à l'éducation et l'implication des acteurs privés en situations d'urgence, fin avril 2021.

Récemment, nous avons développé 8 fiches de bonnes pratiques et de recommandations, avec l'appui du MEAE, qui visent à alimenter la future Stratégie pour l'éducation, la formation professionnelle et l'insertion dans les pays en développement de la France sur la période 2022 à 2025. L'une d'entre elles est consacrée à l'éducation en situations d'urgence⁴, et nous attendons porter un plaidoyer impactant pour contribuer à renforcer la politique de la France sur cet enjeu. Finalement, une tribune en faveur de l'éducation en situations d'urgence a été diffusée à l'occasion du Pré-Sommet sur la transformation de l'éducation (28-30 juin 2022, Paris), en s'appuyant sur les données alarmantes d'un nouveau rapport⁵ sur le financement de l'éducation en situations de crise.

³ [HTTPS://WWW.EDUCATIONCANNOTWAIT.ORG/SITES/DEFAULT/FILES/2022-06/GLOBALESTIMATES_ADVOCACY_BRIEF_FR.PDF](https://www.educationcannotwait.org/sites/default/files/2022-06/Globalestimates_advocacy_brief_fr.pdf)

⁴ [HTTP://WWW.COALITION-EDUCATION.FR/JE-M-INFORME-L-EDUCATION-DE-222-MILLIONS-D-ENFANTS-EN-SITUATION-DE-CRISE-AFFECTEE-LA-FRANCE-ET-SES-PARTENAIRES-DOIVENT-PRENDRE-DES-MESURES-URGENTES-358.HTML](http://www.coalition-education.fr/je-m-informe-l-education-de-222-millions-d-enfants-en-situation-de-crise-affectee-la-france-et-ses-partenaires-doivent-prendre-des-mesures-urgentes-358.html)

⁵ [HTTPS://WWW.EDUCATIONCANNOTWAIT.ORG/SITES/DEFAULT/FILES/2022-06/GLOBALESTIMATES_ADVOCACY_BRIEF_FR.PDF](https://www.educationcannotwait.org/sites/default/files/2022-06/Globalestimates_advocacy_brief_fr.pdf)

Quel bilan tirez-vous des actions de plaidoyer menées au cours des derniers mois ?

La France a renouvelé son engagement dans Education Cannot Wait (ECW), en annonçant une contribution de 4 millions d'euros, le double par rapport à 2016. Le fond ECW a un programme d'urgence de première réponse pour soutenir l'éducation lors de crises soudaines ou qui perdurent. Bien que le montant soit en deçà des recommandations de la société civile - qui s'élève à 40 millions d'euros - cette annonce s'inscrit dans un contexte où l'éducation en situations de crise est plus que jamais au cœur des enjeux humanitaires et de développement.

Dans le cadre de la reconstitution des fonds du Partenariat Mondial pour l'Éducation, le Président Emmanuel Macron avait déjà annoncé, en 2021, une contribution de 333 millions d'euros au fonds pour les cinq prochaines années.

Nous nous réjouissons également que les préoccupations de la Coalition Éducation soient prises en compte dans le bilan de la Stratégie pour l'éducation, la formation professionnelle et l'insertion dans les pays en développement 2017-2021 du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères .

Toutefois, malgré les fortes attentes, les engagements de la France restent en dessous de ses voisins et homologues par rapport au niveau de l'aide humanitaire à l'éducation. Le soutien français à une éducation de base inclusive est insuffisamment priorisé étant donné sa place stratégique, tout comme l'adoption d'une approche basée sur les droits humains et les droits de l'enfant ainsi que la régulation des acteurs privés. Notre travail de plaidoyer conjoint est donc loin de se terminer.





RENFORCER LA POLITIQUE DE COOPÉRATION ÉDUCATIVE DE LA FRANCE À TRAVERS DES PARTENARIATS PLUS SOLIDES AVEC LES PAYS DU SUD

La Coalition Éducation a organisé en novembre 2021 un atelier d'échanges avec les parlementaires français sur la politique de coopération éducative de la France.



Rencontre avec Samuel Dembele, directeur du Conseil d'administration de la Campagne Mondiale pour l'Éducation et ancien président de l'Africa Network Campaign on Education for All (ANCEFA)⁶ et de la Coalition Nationale pour l'éducation pour tous (CN-EPT) du Burkina Faso.

Quelles conclusions tirez-vous de cet atelier et quels messages souhaiteriez-vous faire passer aux parlementaires sur la coopération éducative française ?

Il y a eu un apport non négligeable de la France dans sa politique éducative d'aide au développement dans les pays partenaires, mais cet apport reste insuffisant face aux nombreux défis de plus en plus diversifiés et croissants dans lesdits pays.

Nous constatons que cette politique n'est pas adaptée aux réalités des besoins et attentes du terrain et pour cause, les modalités de cette politique d'aide sont décidées et orientées par la France selon ses propres critères. Elle est ensuite proposée de façon sélective et déséquilibrée aux pays partenaires dont les priorités ne sont pas forcément incluses dans l'offre d'aide publique au développement.

Non seulement l'aide semble mal orientée, mais son impact sur les véritables enjeux de l'éducation reste faible.

Par exemple dans le cas du Burkina Faso, au début de la crise de la Covid-19, les partenaires techniques et financiers (PTF) - dont l'AFD est le gestionnaire financier - s'étaient engagés à hauteur de 10 millions de francs CFA pour soutenir le secteur éducatif et notamment l'éducation des filles. Fort de cette promesse de soutien de ses partenaires, le ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales (MENAPLN) du Burkina Faso a commencé à parer au plus urgent pour assurer la continuité éducative en engageant des dépenses visant à atténuer les effets de la crise sanitaire (masques, savons, vaccins etc). Malheureusement les PTF ont rejeté ces dépenses car elles ne s'inscrivaient pas dans le cadre de ce pour quoi l'appui financier était mobilisé, à savoir l'éducation des filles.

L'atelier a été l'occasion de formuler des recommandations à l'endroit des parlementaires français dont la finalité est de revoir les conditionnalités de l'aide au développement et la coopération dans la politique éducative en particulier pour qu'elle soit mieux adaptée aux réalités des besoins des pays partenaires et qu'elle ne crée pas de dépendances.

La politique éducative de la France devrait tendre à responsabiliser davantage les pays partenaires car l'éducation, étant le fondement de tout développement, est considérée comme un domaine de souveraineté et donc une priorité dans l'ordre des allocations budgétaires et de fonds spécifiques.

Annonces de la France depuis le début du quinquennat



CICID de février 2018 qui a fixé les 5 priorités de l'aide publique au développement de la France dont l'éducation

200 millions d'euros dans le cadre du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) dans le cadre de l'aide bilatérale à l'éducation de la période 2018-2020

Doublément des moyens de l'AFD pour atteindre 350 millions d'euros de soutien à l'éducation et à la création en Afrique (2018)

Augmentation de 40% de l'APD française pour les pays du Sahel et des Caraïbes (2018-2022), soit 1,2 milliard d'euros, et un plan de 10 millions d'euros exécutés sur l'éducation et l'insertion professionnelle en région de Mopti, au centre du Mali

500 millions d'euros supplémentaires alloués à l'AFD pour l'éducation, la jeunesse, l'égalité homme-femme, la santé et la nutrition en 2019

L'AFD soutient l'initiative « Priorité à l'égalité » pour améliorer l'égalité de genre dans et grâce à l'éducation dans 8 pays d'Afrique subsaharienne

333 millions d'euros au Fonds du PME pour les années 2021 - 2025 dont la



6 RÉSEAU AFRICAIN DE CAMPAGNE SUR L'ÉDUCATION POUR TOUS, PRÉSENT DANS 38 PAYS DU CONTINENT. ANCEFA DIRIGE L'ACTUEL CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAMPAGNE MONDIALE POUR L'ÉDUCATION (CME).

La Coalition Éducation, avec l'ANCEFA et la CN-EPT, ont co-organisé en mai 2022 une [mission sur la coopération éducative de la France au Burkina Faso](#).



Entretien avec Tahirou Traoré,
Coordinateur national de la Coalition National pour l'Éducation pour tous du Burkina Faso

Quels ont été les temps forts de cette mission ?

La Coalition Nationale pour l'Éducation Pour Tous du Burkina Faso s'est réjouie de la visite effectuée par la Coalition Éducation au Burkina Faso dans le but de suivre l'évolution de la Coopération Française dans le domaine de l'éducation et de la formation au Burkina Faso.

Les temps forts de cette mission ont été marqués entre autres par la table ronde organisée sur les enjeux et les priorités de la coopération éducative au Burkina Faso, la réflexion et l'analyse sur le caractère stratégique et la pertinence de la coopération éducative de la France dans le contexte du Burkina Faso, la prise en compte des préoccupations et recommandations de la Société Civile dans l'allocation des fonds et les orientations stratégiques de la France au Burkina Faso ainsi que les progrès accomplis, voire l'impact de la coopération française dans le domaine de l'éducation au Burkina Faso.

Des visites terrain à Koubri et à Kombissiri ont également permis durant cette mission d'échanger avec les partenaires de mise en œuvre des projets financés par la coopération française, ainsi qu'avec l'AFD, l'ambassade de France, le Secrétariat technique de l'Éducation en situations d'urgence, et avec le point focal du Cadre partenarial de l'Éducation et deux parlementaires issus de la dernière législature.

Ces différentes activités et rencontres ont permis à la la Coalition Nationale pour l'Éducation Pour Tous du Burkina Faso d'avoir une idée précise des divers financements dans le domaine de l'éducation, de la formation et de l'emploi et

de l'importance des activités menées ainsi que d'identifier les partenaires de mise en œuvre des projets et des programmes aux niveaux national et local.

Elles ont également permis à la Coalition du Burkina Faso, d'élargir son réseau de partenariat avec l'AFD et certaines institutions et ONG au niveau national.

Le partage des conclusions des travaux, avec d'autres coalitions éducation membres de l'ANCEFA, a abouti à la suggestion d'élargir cette réflexion à d'autres pays francophones en vue d'avoir une analyse globale de la coopération éducative de la France en Afrique francophone.

Cette visite a été une excellente occasion de renforcer des liens de collaboration entre la Coalition Éducation et la Coalition Nationale pour l'Éducation Pour Tous du Burkina Faso. Elle a aussi et surtout permis de valoriser le travail de la Société Civile Burkinabè dans sa quête de plaider pour la réalisation d'une éducation et une formation inclusives, équitables et de qualité au Burkina Faso dans un contexte d'urgence.

Quelles sont aujourd'hui les attentes de la société civile burkinabé ?

- Le financement de la Stratégie Nationale de l'Éducation en urgence en mettant en cohérence le nexus humanitaire, paix et développement.
- Le développement d'alternatives éducatives permettant aux enfants et aux jeunes des zones à forts défis sécuritaires de bénéficier de leurs droits à l'éducation et à la formation ; ce qui leur permettra d'éviter d'être enrôlés par les groupes terroristes et de participer à l'effort collectif de développement de notre pays ;
- L'amélioration de la qualité de l'éducation et le développement de l'Enseignement et la Formation Technique et Professionnelle en vue d'améliorer l'efficacité interne et externe du système éducatif ;
- Le financement des organisations de la Société Civile pour la mise en œuvre de leurs activités de veille citoyenne et de prise en compte des préoccupations des populations et des communautés à la base.





NOS ACTIONS ET NOS RÉSULTATS



Trois rapports d'analyse et de recommandations ont été publiés par la Coalition Éducation, et diffusés largement auprès des acteurs institutionnels :

- [Note de position](#) co-rédigée par la Coalition Éducation et One « Pour un investissement de la France en faveur du Partenariat mondial pour l'éducation » (mai 2021)
- [L'Observatoire](#) de l'Aide Française à l'éducation dans les pays en développement « Aide à l'éducation : une hausse encore insuffisante » (juin 2021)
- Publication d'un [document de recommandations](#) « Aide au développement: et si on commençait par la base ? » co-porté par Action contre la Faim, Action Santé Mondiale, Coalition Education, Coalition Eau, ONE, Oxfam et Solidarité Sida



Les positions de la Coalition Éducation ont été reprises dans une série de documents et décisions politiques : **67 amendements** ont été déposés par les parlementaires reprenant les messages de la Coalition Éducation dont un à l'oral en séance publique. Plusieurs **amendements** de la CE ont été intégrés dans la partie éducation de **la Loi sur le Développement Solidaire et la Lutte contre les inégalités mondiales (LOP DSLIM)**: approche par les droits, approche multi sectorielle, rôle levier de l'éducation, éducation en situations de crise, etc (juin 2021).

Les préoccupations et chiffres de la CE ont été repris dans le bilan de la Stratégie Éducation-Formation professionnelle-Insertion 2017-2021 du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

La France a également annoncé une contribution de 4 millions d'euros au fond Education Cannot Wait lors du webinaire « Le droit à l'éducation et l'implication des acteurs privés dans l'éducation » co-organisé par la Coalition Éducation et le Right To Education Initiative le 22 avril 2021.



La Coalition Éducation a pris part à **29 réunions institutionnelles** dont quatre consultations organisées par **l'Agence Française de Développement (AFD)**, plusieurs échanges de préparation du **Forum Génération Égalité** avec le **Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)**, un rendez-vous concernant l'éducation en situations d'urgence (ESU) avec le Centre de crise et de soutien et la Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement, etc.. La Coalition Éducation est également **membre du COPIL de la Stratégie Education-Formation-Insertion du MEAE** et du **groupe sectoriel Education & employabilité de l'Alliance Sahel piloté par l'AFD**.

La CE a organisé un atelier d'échanges avec les parlementaires français sur la politique de coopération et a participé à une **audition du rapporteur** et plusieurs député.e.s sur le volet éducation de la **LOP-DSLIM**.

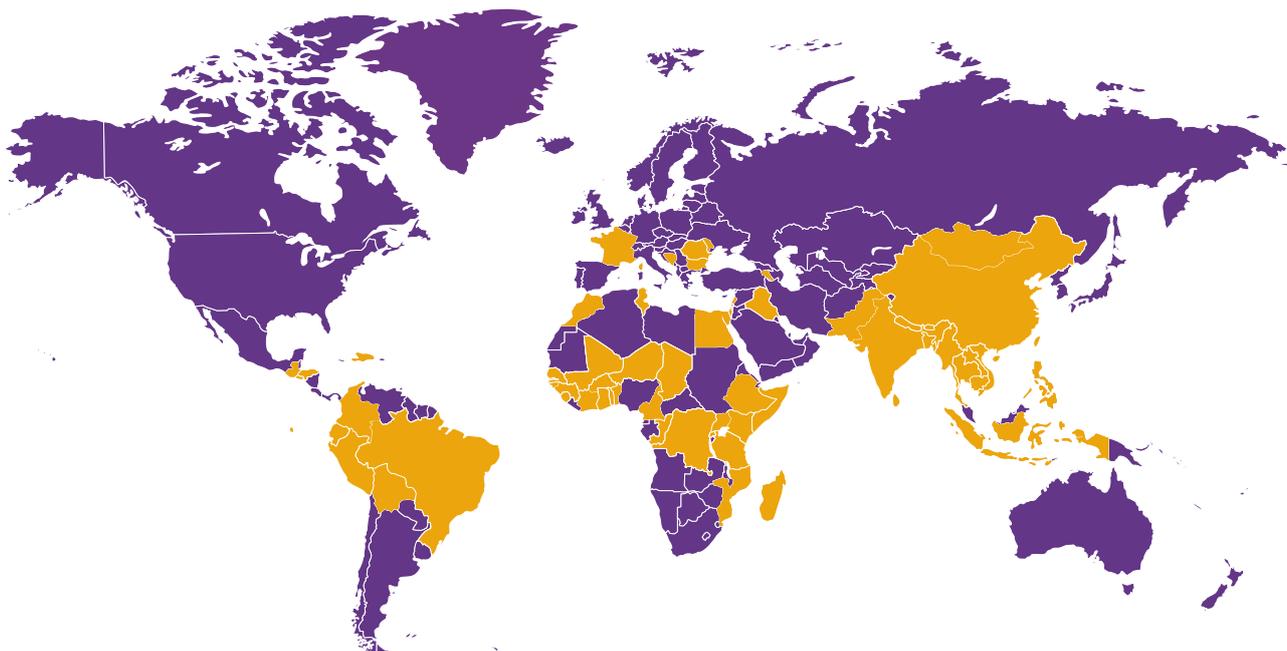
Lors de sa mission au Burkina Faso, la CE a également été reçue par la conseillère de coopération et d'action culturelle et l'attaché de coopération de **l'Ambassade de France**, le coordinateur du **Groupe Local des Partenaires de l'Éducation**, la coordinatrice du **Cluster Éducation**, des parlementaires Burkinabè, les préfets et chargés d'éducation des localités de Koubri et Kombissiri, et la Directrice de la promotion des jeunes filles et du Genre du **Ministère de l'Éducation** burkinabé.



Les partenariats avec la société civile et institutionnels se renforcent pour porter les enjeux de l'éducation au plus haut niveau :

- La Coalition Éducation travaille notamment étroitement avec le Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation (dont elle est membre du COPIL), la Campagne mondiale pour l'éducation (dont elle est le relais français), la Coalition Europe et Amérique du Nord (dont elle est membre du Conseil d'Administration), Coordination SUD, et de nombreuses OSC françaises et internationale de solidarité. Les partenariats se sont renforcés avec la SC dans les pays partenaires (y compris African Campaign Network for Education for All "ANCEFA", coalition du Niger, coalition nationale sénégalaise pour la défense de l'éducation "COSYDEP", Coalition Nationale pour l'Éducation pour Tous du Burkina Faso - CN/EPT, les partenaires locaux des membres, etc. pour porter un plaidoyer afin de renforcer la coopération éducative française)
- La Coalition poursuit et renforce le travail de co-construction avec l'Agence Française de Développement et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.
- La Coalition Éducation est également en relation étroite avec les organisations internationales éducation (Education Cannot Wait, Partenariat Mondiale pour l'Éducation, UNESCO, UNICEF, etc.) et le Réseau international des parlementaires pour l'éducation.

Pays en orange: pays dans lesquels les membres mènent des actions ou des interventions directes (la liste n'inclut pas les micro-projets et tous les partenariats des membres).



23 organisations membres qui interviennent **dans 61 pays**

Arménie, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Chine, Colombie, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Equateur, Ethiopie, France et Outre-Mer, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée Bissau, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Irak, Kenya, Laos, Liban, Madagascar, Mali, Maroc, Moldavie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, Pakistan, Palestine, Pérou, Philippines, République Démocratique du Congo, Roumanie, Rwanda, Salvador, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Syrie, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Vietnam

61 pays d'intervention directe (n'inclut pas tous les partenariats, consortiums et microprojets mis en œuvre par les OSC).

ARMÉNIE

Vision Du Monde

BANGLADESH

Humanité et Inclusion
Secours Islamique France

BÉNIN

Action Education
Care France
GREF
Humanité et Inclusion
Partage
Planète Urgence
Plan International France
Solidarité Laïque

BHOUTAN

Action Education

BOLIVIE

Vision Du Monde
Bosnie-Herzégovine
Partage

BRÉSIL

Care France
Essor
Partage

BULGARIE

Action Education

BURKINA FASO

Action Education
ASMAE
Hamap Humanitaire
Humanité et Inclusion
L'Appel
Partage
Planète Enfants et
développement
Plan International France
Solidarité Laïque

CAMBODGE

Action Education
Care France
Partage
Planète Enfants et
développement
Planète Urgence
Un Enfant Par La Main

CAMEROUN

Care France
Plan International France
Planète Urgence

CHINE

Plan International France

COLOMBIE

Care France
Solidarité Laïque

Comores

GREF
Partage

CONGO

L'APPEL

CÔTE D'IVOIRE

ACTION EDUCATION
Solidarité Laïque

EGYPTE

ASMAE
Humanité et Inclusion
Partage
Plan International France

EQUATEUR

Care France
Partage
Planète Urgence

ETHIOPIE

Humanité et Inclusion
Un Enfant Par La Main
Vision Du Monde

FRANCE ET OUTRE-MER

Action Education
CEMEA
ESSOR
La Ligue de l'Enseignement
ONE France
Partage
Planète Urgence
SGEN-CFDT
SNUipp
Solidarité Laïque

GHANA

Vision Du Monde

Guatemala

Care France

GUINÉE

Action Education
Plan International
Solidarité Laïque

GUINÉE BISSAU

ESSOR
Humanité et Inclusion

HAÏTI

Care France
GREF
L'Appel
Partage
Solidarité Laïque
Un Enfant Par La Main

HONDURAS

Partage

INDE

Action Education
Hamap Humanitaire
Partage
Plan International France
Planète Urgence
Un Enfant Par La Main
Vision Du Monde

INDONÉSIE

Un Enfant Par La Main

IRAK

Secours Islamique France

KENYA

Humanité et Inclusion
Secours Islamique France

LAOS

Action Education
GREF
Humanité et Inclusion

LIBAN

ASMAE
Partage
Secours Islamique France
Solidarité Laïque
Vision Du Monde

MADAGASCAR

Action Education
ASMAE
Care France
DEFI
Humanité et Inclusion
L'Appel
Partage
Planète Urgence
Secours Islamique France
Solidarité Laïque
Un Enfant Par La Main

MALI

Action Education
GREF
Humanité et Inclusion
Plan International
Secours Islamique France
Solidarité Laïque
Un Enfant Par La Main
Vision Du Monde

MAROC

Care France
GREF
Humanité et Inclusion
Secours Islamique France
Solidarité Laïque

MOLDAVIE

Solidarité Laïque

MONGOLIE

Vision Du Monde

MOZAMBIQUE

ESSOR
Humanité et Inclusion

MYANMAR

Vision Du Monde

NÉPAL

Action Education
Humanité et Inclusion
Partage
Planète Enfants et
développement

NIGER

Action Education
Care France
GREF
Humanité et Inclusion
Plan International France

UGANDA

Humanité et Inclusion

PAKISTAN

Secours Islamique France

PALESTINE

Humanité et Inclusion
Partage
Secours Islamique France

PÉROU

GREF
L'Appel
Planète Urgence

PHILIPPINES

ASMAE

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Humanité et Inclusion

ROUMANIE

Action Education
Partage

RWANDA

Humanité et Inclusion
L'Appel
Solidarité Laïque

SALVADOR

L'Appel
Vision Du Monde

SÉNÉGAL

Action Education
GREF
Humanité et Inclusion
Plan International
Solidarité Laïque
Un Enfant Par La Main
Secours Islamique France
Vision du Monde

SIERRA LEONE

Humanité et Inclusion

SOMALIE

Secours Islamique France

SRI LANKA

Action Education
Solidarité Laïque

SYRIE

Secours Islamique France

TANZANIE

Plan International France

TCHAD

Care France
ESSOR
Humanité et Inclusion
L'Appel

THAÏLANDE

Care France
Partage

TOGO

Action Education
DEFI
Care
Humanité et Inclusion
L'Appel
Plan International France
Planète Urgence

TUNISIE

GREF
Humanité et Inclusion
Solidarité Laïque

VIETNAM

Action Education
L'Appel
Partage
Planète Enfants et
développement
Un Enfant Par La Main
Vision Du Monde

SENSIBILISER ET MOBILISER LES CITOYEN.NE.S



Entretien avec Vanessa Martin

Responsable des
Prises de Paroles
Publiques
& du Plaidoyer, Action
Education⁷

Dans un contexte d'élections présidentielles et de montées des extrêmes, comment la Coalition Éducation a-t-elle porté les enjeux de l'éducation dans le monde ?

De droit fondamental, garanti par la CIDE et la DUDH, l'éducation est devenue, sous l'effet des crises multiples et intenses, un rêve inatteignable pour des millions de jeunes. Plus de deux ans après le début de la pandémie de COVID-19, près d'un milliard d'enfants en subissent toujours les conséquences, avec une perte massive des apprentissages et un fort risque de déscolarisation, notamment des filles. A cette situation catastrophique, se sont ajoutées au fil des mois des crises économiques, politiques et écologiques qui ont encore accru les situations de vulnérabilités, renforcé les inégalités et contraint les familles à prioriser les dépenses vitales au détriment de l'éducation. Mais paradoxalement, l'impact de cette catastrophe est resté absent du monde médiatique et en grande partie ignoré du grand public.

Devant la gravité de la situation, la Coalition Éducation a choisi de renforcer sa mission d'interpellation et de sensibilisation des citoyen·ne·s. Avec ses partenaires, elle a pris la parole et la plume à chaque fois que la situation l'exigeait. Dès juillet 2021, à l'occasion du Forum Génération Égalité organisé à Paris, la Coalition Éducation a permis à 9 jeunes filles issues d'Afghanistan, du Burkina Faso, d'Haïti, du Mali, du Sénégal, du Tchad, du Togo et de la Tunisie d'unir leurs voix dans une tribune



pour appeler les dirigeant·e·s à garantir l'accès de toutes les filles à une éducation inclusive de qualité. Devant la multiplication des conflits, en Afghanistan - avec Advocates for Afghan Education, un réseau d'organisations engagées dans la protection du droit à l'éducation - ou en Ukraine - à l'initiative de la Campagne Mondiale pour l'Éducation, la Coalition Éducation a dénoncé dans des tribunes les attaques systématiques et soutenues contre le droit à l'éducation, appelant la communauté internationale, notamment la France, à faire de l'éducation inclusive de qualité une priorité des réponses aux crises.

L'année électorale en France, riche en débats, aurait dû permettre de donner à ce sujet essentiel un écho retentissant. Mais l'accès à l'éducation dans le monde est resté le grand oublié de la campagne présidentielle. Devant le manque d'intérêt des candidat·e·s, davantage centré·e·s sur les enjeux nationaux de pouvoir d'achat, la Coalition a souhaité frapper fort. Dans sa campagne conçue avec l'agence Notchup et diffusée sur les réseaux sociaux, elle a adressé à chaque candidat.e des messages ciblés, basés sur leurs slogans, pour rappeler que, de l'accès à une éducation inclusive de qualité, dépendent aujourd'hui l'avenir de millions d'enfants, de jeunes et d'adultes et le développement d'une société juste et durable, y compris en France !



NOS ACTIONS ET RÉSULTATS

La multiplication des crises impactant directement l'éducation a obligé la Coalition Éducation à intensifié sa mobilisation en 2021-2022 pour porter haut et fort, dans les médias, les enjeux de l'éducation dans le monde.



25 Communiqués de presse, tribunes et lettres ouvertes dont 13 collectifs en lien avec partenaires locaux :

- [«Un milliard de voix» pour l'éducation](#) (avril 2021),
- [«Éducation : les filles doivent avoir les mêmes droits que les garçons !»](#) (juillet 2021),
- [«Partenariat Afrique-UE : comment relever les défis actuels, sans « éducation pour tou.te.s » ?»](#) (octobre 2021),
- [«Placer l'éducation et la solidarité au coeur des programmes présidentiels»](#) (janvier 2022),
- [«Soutenir l'éducation de tous les enfants et les jeunes d'Afghanistan : appel à l'action»](#) (mars 2022),
- [«L'éducation de 222 millions d'enfants en situation de crise affectée : la France et ses partenaires doivent prendre des mesures urgentes»](#) (juin 2022)



Plus de **50 parutions médiatiques** dont Mediapart, Café Pédagogique, etc.



FOCUS

« UN MILLIARD DE VOIX » POUR L'ÉDUCATION »

A l'occasion de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation 2021, la Coalition Éducation a lancé son [rapport](#) « Un milliard de voix » pour l'éducation. L'occasion de faire entendre les « Un milliard de voix » d'apprenant.e.s touché.e.s par la pandémie de la COVID-19 à travers les témoignages des partenaires et bénéficiaires locaux de ses membres ainsi que d'appeler à la prise de mesures urgentes.



FOCUS

Tribune : Éducation : les filles doivent avoir les mêmes droits que les garçons !

A l'occasion du Forum Génération Égalité (juillet 2021), neuf jeunes filles issues d'Afghanistan, du Burkina Faso, d'Haïti, du Mali, du Sénégal, du Tchad, du Togo et de la Tunisie ont [uni leur voix](#) pour rappeler que l'éducation est un levier puissant de lutte contre les inégalités de genre et appeler les dirigeant.e.s à garantir l'accès de toutes les filles à une éducation inclusive de qualité.

FÉDÉRER ET RENFORCER LA SOCIÉTÉ CIVILE FRANÇAISE POUR PORTER UNE VOIX COLLECTIVE ET ENGAGÉE AU NIVEAU NATIONAL ET INTERNATIONAL



FOCUS

LES FICHES THÉMATIQUES : ÉTAT DES LIEUX ET BONNES PRATIQUES DES OSC EN MATIÈRE D'ÉDUCATION DANS LES PAYS PARTENAIRES

En 2021, la [Coalition Éducation](#) avec le soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a lancé le projet État des lieux et bonnes pratiques des OSC en matière d'éducation dans les pays partenaires. Ce projet analyse des bonnes pratiques éducatives menées par les OSC dans les pays partenaires, dresse un état des lieux concis et tire des recommandations autour de 8 thématiques prioritaires, afin de contribuer au renforcement des pratiques et politiques éducatives sur ces enjeux. 8 fiches thématiques synthétisant les conclusions du projet seront publiées et diffusées largement. Elles ont notamment pour objectifs d'alimenter la future stratégie Education Formation Insertion de la France 2022-2025.

Les thématiques sont :

- Éducation inclusive
- Éducation et défis environnementaux
- Formation professionnelle, insertion et égalité de genre
- Éducation transversale
- Éducation en situations d'urgence
- Petite enfance et préscolaire
- Éducation numérique
- Facteurs de qualité de l'éducation



Entretien avec **Jeanne Airoidi**

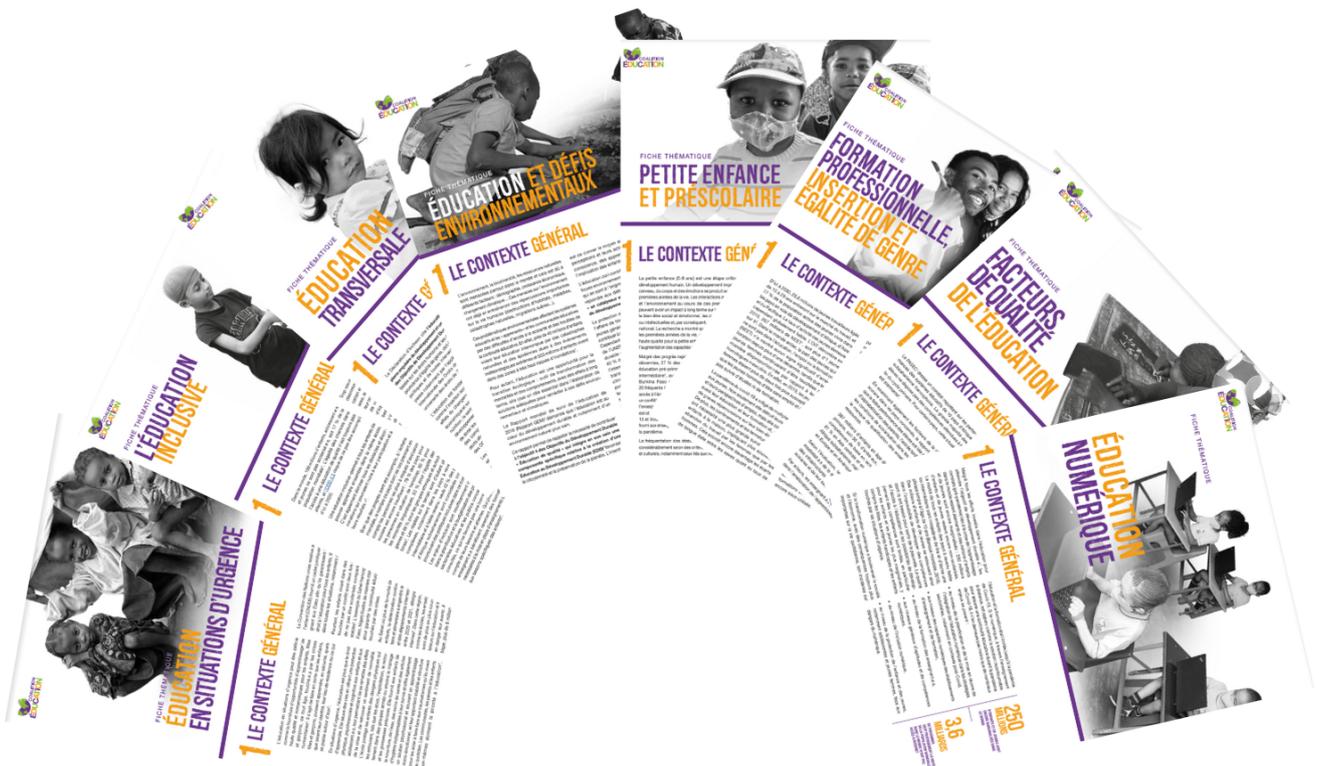
Référente Technique Education/Protection de l'enfance, Asmae

La Coalition Éducation a lancé en 2021 un projet d'état des lieux des bonnes pratiques en matière d'éducation dans les pays partenaires. Quelle a été la richesse de ce projet ?

Le projet État des lieux des bonnes pratiques en matière d'éducation mené par la Coalition Éducation a suscité un réel intérêt à Asmae et parmi les membres de la Coalition.

Le processus a de suite été très participatif et a permis d'instaurer au fil de l'eau un espace d'échanges riche en débats sur les grands enjeux de l'éducation. Les rencontres entre acteur·rice·s du secteur ont permis de renforcer les liens et les synergies d'action entre organisations. Grâce au format mixte des ateliers (présentiel-virtuel), les collègues basés dans les pays d'intervention ont pu participer, ramenant les discussions au plus près des réalités du terrain à travers le partage d'expériences concrètes.

Ensuite, il a permis aux organisations membres de valoriser leurs bonnes pratiques et de prendre part à l'analyse croisée des approches présentées. Ancré dans une démarche d'apprentissage collectif, le projet a abouti à l'élaboration de huit fiches thématiques qui capitalisent sur les bonnes pratiques identifiées. Leur diffusion permettra d'alimenter les réflexions en vue d'améliorer les stratégies déployées pour que tous les enfants et les jeunes aient accès à une éducation inclusive et de qualité.





NOS ACTIONS ET RÉSULTATS:



23 organisations membres de la Coalition Éducation. En 2021, les ONG Care France et Vision du Monde ont rejoint la Coalition Education. En 2022, c'est au tour de l'ONG Planète Enfants et développement.



Au niveau international, la Coalition Éducation s'inscrit dans le mouvement de la **Campagne Mondiale pour l'Éducation**, et coordonne son action avec les coalitions des autres pays. En 2022, la elle s'est notamment fortement mobilisée pour la campagne « Protégeons l'éducation en situations d'urgence ! » #ProtectEiENow lancée par la CME.



Participation à **86 réunions** de travail avec la société civile ou pluri-acteur·rice·s dont une journée et demi d'échanges pluri-acteur·rice·s avec la société civile burkinabè, l'organisation de 4 webinaires et 3 événements : à l'occasion du Forum Génération Égalité (FGE), atelier d'échanges avec les parlementaires français, des rencontres mondiales de l'INEE, COPIL et réunions collectives du Réseau francophone contre la marchandisation, participation au GT Education Cannot Wait INGO, aux réunions de la circonscription OSC du PME, GT FGE, GT G7 Education, etc. Plus d'une **cinquante** de réunions de partenariats qui ont mené à 2 nouvelles adhésions (Vision du Monde et Planète Enfants et Développement), de nouveaux partenariats et/ou renouvellements avec ANCEFA, Bibliothèques Sans Frontières, , Enfants d'Asie, F3E, FRIO, Futur Au Présent, GI-ESCR, IECD, INEE, Office for Climate Education, Right To Education, Save The Children, Unicef France, etc.



4 webinaires des Champions de l'éducation en 2021 et déjà 2 en 2022 avec une moyenne de 50 à 70 participant·e·s : « [Éducation Alternative et Informelle](#) » (mars 2021), « [Education et financement](#) » (juin 2021), « [Éducation, évaluation et mesure d'impact](#) » (septembre 2021), « [Éducation et Transition écologique](#) » (novembre 2021), « [Éducation et Engagement des jeunes](#) » (juin 2022), « [Éducation et Implication des communautés](#) » (avril 2022)



89 réunions internes avec les membres dont Comité de Pilotage, Comité de suivi et de gestion, groupes de travail ad hoc pour les 8 fiches thématiques, une plénière stratégique pour la Campagne 2022 à l'occasion des élections présidentielles, un forum, un premier atelier collectif de réflexion sur la stratégie de la Coalition Éducation dans le cadre de l'accompagnement stratégique du FRIO.

LES CHAMPIONS DE L'ÉDUCATION
Saison 2021

4 PETITS- DÉJEUNERS
9h à 10h30

23 mars - webinaire
Éducation alternative et informelle

22 juin - webinaire
Éducation, financement et impact/évaluation

23 septembre
Éducation et formation des enseignant·e·s

23 novembre
Éducation et transition climatique et sanitaire

Une initiative co-organisée par l'Agence Française de Développement et la Coalition Éducation

LES CHAMPIONS DE L'ÉDUCATION

SAVE THE DATES

SAISON 2022
11H à 12H30 (CET)

Éducation et implication des communautés
29 mars

Éducation et engagement des jeunes
14 juin

Éducation et numérique
20 septembre

Éducation et personnes déplacées
22 novembre

WEBINAIRES
Partage de bonnes pratiques mises en œuvre dans les pays partenaires

AFD COALITION EDUCATION





DONNÉES FINANCIÈRES.

Les comptes de l'exercice

Le budget de l'exercice 2020, qui a couvert la période s'étalant du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021, s'est élevé à 142k€.

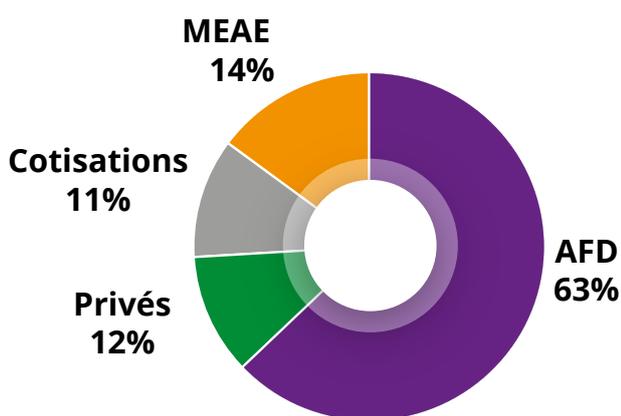
Les ressources

L'AFD a apporté un cofinancement de 108 465€.

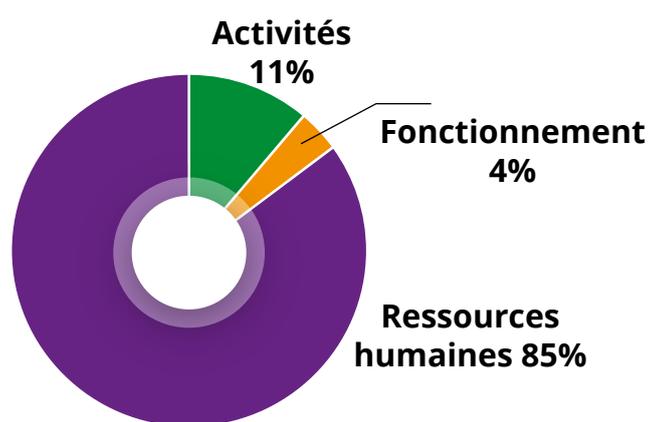
Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a apporté un soutien financier de 25000€ pour la mise en œuvre du projet « État des lieux des bonnes pratiques en matière d'éducation ». Les cotisations des membres ont représenté 19 550€.

Les autres fonds privés se sont élevés à 20 000€.

Répartition des ressources par type de fonds



Répartition des dépenses



Répartition des dépenses

Les dépenses liées aux ressources humaines ont représenté exceptionnellement 85% du budget de la Coalition Éducation en raison de l'année de pandémie mondiale, à laquelle nous avons été confrontée, et pour laquelle la plupart des activités ont dû se tenir en ligne.

NOS PARTENAIRES.

LES ORGANISATIONS AVEC LESQUELLES LA COALITION ÉDUCATION A TRAVAILLÉ

- Action contre la faim
- Action Santé Mondiale
- Advocates for Afghan Education
- ANCEFA (Africa Network Campaign on Education For All)
- Bibliothèques Sans Frontières
- Campagne Europe et Amérique du Nord pour l'éducation
- Campagne mondiale pour l'éducation
- Coalition Eau
- Coalition Education du Niger
- Coalition Nationale pour l'Éducation pour Tous du Burkina Faso
- Convergences
- Coordination Sud
- COSYDEP Sénégal
- Education Cannot Wait
- Enfants d'Asie
- Futur au Présent
- Fondation de France
- Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel
- GI-ESCR
- Groupe Enfance
- IECD
- INEE
- IPNEd (International Parliamentary Network For Education)
- Malala Fund
- OXFAM France
- Partenariat mondial pour l'éducation
- Réseau Francophone Contre la Marchandisation de l'Éducation
- Right to Education Initiative
- Save the Children
- Solidarité Sida
- UNESCO
- UNGEI
- UNICEF France

LES PARTENAIRES PUBLICS ET FINANCIERS

- Agence française de développement
- Fondation de France
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Open Society Foundation





Coalition Éducation, 53 boulevard de Charonne
75011 Paris

Tél : 01 45 35 13 13
communication@coalition-education.fr



Coalition Education



CoalEducation



Coalition Education

Rédaction : Louise Clément (Coalition Education) et Léa Rambaud (Coalition Education)
Relecture : Vanessa Martin (Action Education)
Conception : MEDIAPROD